



Déclaration CSA-D

Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-D,

Les principales mesures budgétaires actées au plan national se déclinent désormais localement et vont à nouveau dégrader les conditions d'enseignement. Dans le 1^{er} degré, la dotation négative en emplois de moins 28 postes, bien que la démographie soit à la baisse, mettent le fonctionnement du service public d'éducation du 1^{er} degré dans des difficultés majeures.

Cela aggravera des conditions d'enseignement nécessaire au quotidien qui se voudraient à minima sereines pour les acteurs de l'École, à défaut de redevenir le pilier de notre république. En effet, la mise à l'arrêt par l'exécutif du travail sur la structuration du tissu scolaire depuis 2017 empêche de réorienter les marges dégagées par la baisse démographique. Les écoles connaissent des besoins importants en termes de carte scolaire mais pas seulement en ouvertures et fermetures de classes : la présence d'enseignants spécialisés pour répondre aux besoins éducatifs particuliers toujours plus prégnants, les moyens de remplacement notamment pour la formation initiale et continue ou temps dévolu à la direction d'école sont indispensables au bon fonctionnement de nos écoles. Sur le point de la direction d'école, l'effort engagé depuis deux ans pour améliorer les temps de décharge de direction est mis à l'arrêt alors que ce travail engagé est loin d'être achevé.

Depuis plusieurs années nous dénonçons le choix de fragiliser davantage les RASED. Si le ministre a annoncé des créations de postes de RASED depuis 2017 lors du dernier CSA-Ministérielle de l'EN, nous constatons pourtant en territoires qu'il n'en est rien. Ces postes sont toutefois indispensables au fonctionnement des établissements et à l'accompagnement des élèves rencontrant de grandes difficultés scolaires. Il est temps de changer d'orientation et de braquet pour répondre à la réalité des besoins des élèves.

Aussi pour l'UNSA Éducation, il est urgent de mettre à plat le fonctionnement de l'École inclusive et de se donner les moyens nécessaires de répondre effectivement et pleinement aux besoins tels qu'ils existent de façon criante. Cela nécessite de dépasser une politique purement comptable qui nie les difficultés de la communauté éducative et fragilise les personnels et les élèves. L'école inclusive, enjeu majeur de l'École, n'est abordée que comme un slogan

sans garantir les conditions d'un accès effectif et réel au droit à l'éducation tel qu'il est défini par la convention internationale des droits de l'enfant. Cette approche met en souffrance les personnels, les nombreux RSST et les descriptions qui y sont portées le prouvent, elle met également en souffrance des enfants et leur famille en n'offrant pas les réponses adaptées aux besoins de ces élèves. Et que dire des moyens mobilisés par l'employeur en matière de postes adaptés, de moyens mis à disposition pour les aménagements de postes nécessaires au maintien dans l'emploi des personnels en situation de handicap : ils sont indigents.

Dans la vision globale portée par l'UNSA Éducation, notre système est également gravement fragilisé par le manque de personnels sociaux et de santé. Un grand plan de revalorisation et de recrutement pluriannuel est nécessaire pour donner enfin au service social les moyens d'accompagner les élèves de la maternelle au lycée aux côtés des personnels de santé. C'est une nécessité pour soutenir les équipes confrontées à d'immenses défis éducatifs. Mais, cette année encore le ministère n'en fait aucun cas. Par ailleurs, force est de constater que les professionnels de santé ne veulent plus venir travailler à l'Éducation Nationale. Un état critique a été atteint.

Revenons au sujet de ce jour : la première phase de la carte scolaire pour la rentrée 2024. Les inquiétudes sont nombreuses. La démographie deux-sévrienne est à l'arrêt et la démographie scolaire apparaît moribonde. Ce déclin depuis maintenant 7 ans, est annoncé jusqu'en 2027 ! Il est vrai que certains moyens ont été réorientés : dédoublement en REP, seuil à 24 en GS-CP-CE1 quand d'autres moyens ont été sacrifiés sur l'autel du budget de notre ministère : nous regrettons la disparition des PDMQDC que l'UNSA Éducation avait soutenu dès lors de sa création en 2013, perte de temps de décharge de direction certes dérogatoire mais fort utile à nos collègues, le yoyo des créations et suppressions de poste de brigade, l'accompagnement insuffisant de l'école inclusive, etc...

Les chiffres de cette démographie scolaire montrent à nouveau la fragilité du milieu rural de notre département où nous constatons des chutes préoccupantes des effectifs. Pour autant, nous ne devons pas oublier que nous partions parfois de loin et dans de nombreux secteurs, les écoles fonctionnaient avec 27 voire 28 ou 29 élèves par classe et que les moyens dédiés étaient déjà insuffisants. Retrouver des moyennes à 22-23 élèves par classes n'est pas une aberration ! Non, c'est bien plus confortable et nous ne pouvons que souscrire à la baisse de ces effectifs moyens par classe pour envisager des conditions de

travail améliorées, des conditions d'apprentissages plus favorables et des conditions d'inclusion plus envisageables ! Cette baisse démographique deviendrait le levier que l'État pourrait utiliser pour répondre à ces trois objectifs que nous défendons à l'UNSA Éducation. Au lieu de cela, l'État coupe les moyens du 1^{er} degré et continue de mettre sous tension notre école de plus en plus en concurrence avec le privé. Et ce n'est pas les dernières frasques médiatiques de notre furtive ministre première au palmarès de la plus courte apparition dans notre ministère, qui permettent de grandir l'image de l'École laïque de la république. La carte scolaire devrait permettre de donner les moyens à l'école publique là où la concurrence avec le privé est la plus rude et là où l'école publique se retrouve parfois isolée dans des territoires déprimés en services publics.

Lors du groupe de travail, nous constatons avec stupeur les propositions de fermeture : nous savons que toutes les propositions ne se transformeront pas en fermeture sèche mais avec 28 postes à rendre, nous sommes certains que la coupe va être franche ! la méthode est-elle stratégique ? Dévoiler que 70 classes pourraient être fermées, c'est démontrer que le ministère en ne retirant que 28 postes fait preuve de mansuétude !

A l'UNSA Éducation :

- Nous nous étonnons de la déviance du dédoublement en REP qu'on nous annonce plutôt à 14 qu'à 12 ! Certes le texte est plus ambigu que le discours à l'époque du Ministre Blanquer. A l'UNSA Éducation, nous n'y sommes pas favorables ; 12 c'est bien !
- Le plafonnement à 24 : nous constatons que les répartitions sont parfois difficiles à réaliser ! Si l'équation sur le papier est résoluble, les organisations de classes risquent d'offrir des conditions de travail alambiquées et les justifications que les parents ne sont pas prêts à entendre ! Cela risque fort de crispier un peu plus la communauté éducative.
- Les RPI qui devront choisir le lieu de la fermeture de classe verront des communes voisines et partenaire à travers l'école se déchirer pour le maintien de leur structure scolaire sur leur territoire. Devrons-nous arriver à des situations extrêmes comme l'année dernière où une commune se retire d'un RPI quitte à mettre en difficulté les autres structures scolaires pour sauver sa « peau » ? L'Éducation Nationale accroît ainsi la concurrence territoriale dont nos territoires ruraux n'ont pas besoin. Aussi, nous risquons de voir apparaître des écoles à une seule classe ! Cet isolement n'est pas des plus satisfaisant !

- Les fusions d'écoles : à l'UNSA Éducation, syndicat de la maternelle à l'université, nous ne sommes pas opposés à ces restructurations d'écoles maternelles et élémentaires en écoles primaires quand les conditions sont parfaitement requises et partagées entre la collectivité, les parents d'élèves et l'équipe enseignante et qu'elles permettent d'améliorer la structuration éducative sur le territoire. Seulement, nous constatons trop souvent que ces fusions ne s'opèrent que lorsque la menace de fermeture se fait apparaître et est alors brandie comme une solution au maintien d'une classe menacée. A l'UNSA Éducation nous nous opposons à ces fusions proposées comme une monnaie de singe. Puisque ces fusions se font à marche forcée, nous demandons comme nous le faisons chaque année que les équipes soient accompagnées : du temps supplémentaire pour la direction, du temps banalisé pour les équipes, pas de mesure de carte pendant au moins 3 ans, engagement au maintien des moyens humains : ATSEM par exemple.

Pour lutter durablement contre la baisse des effectifs dans le public, il est grand temps que les collectivités investissent dans leurs écoles : investissement bâtementaire avec les aides actuelles de l'état comme le Fond Vert, investissement durable en personnel pour en améliorer le fonctionnement, investissement en mobiliers et en matériels divers pour rendre confortable le quotidien des élèves et des adultes. Comment l'état peut-il demander cela quand lui-même se désengage en supprimant à tour de bras les moyens humains dont il est responsable ; l'École publique a besoin d'un signal fort pour la remettre comme le pivot éducatif au centre de chaque commune : indispensable, incontournable, inséparable et respectable. C'est à l'État d'ouvrir le chemin, et nous savons déjà que cette année encore, il ne sera malheureusement pas à la hauteur des besoins et des attentes.

Nous demandons que ces moyens humains soient maintenus partout où le besoin s'en fait ressentir. Et aujourd'hui, toutes les écoles rencontrent des difficultés éducatives, pédagogiques, sociales, d'inclusions, de territoires qui fragilisent le quotidien et le travail des enseignants. Les conditions que nous connaissons aujourd'hui, nous démontrent que la qualité et la capacité d'accueillir nos élèves chaque jour d'école n'est possible que si et seulement si les effectifs en classe sont tenables. C'est essentiel, et d'autant plus vrai aujourd'hui.

Johann BARANGER,
Edith BOUTONNIER,
Sébastien COUROT.